

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

*Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann*

RP

Pétrograd, 26 mai / 8 juin 1917

La Russie n'est pas près de sortir de l'état d'anarchie où elle se débat depuis des mois. Le Gouvernement Provisoire, loin de se fortifier, s'affaiblit par l'introduction de nouveaux membres qu'aucun talent spécial, aucun mérite ne recommandaient à son choix. M. Konovalov, ci-devant Ministre de l'Industrie et du Commerce, a dû reconnaître qu'il était impuissant en présence de l'attitude insensée des milieux ouvriers. Il a exposé ses craintes dans un document public, où il a démontré clairement que les exigences ouvrières conduisaient l'industrie à la ruine, et finalement il a donné sa démission. Il n'est pas encore remplacé, personne ne paraissant se soucier de placer sur ses épaules un pareil fardeau. Dans un rapport remarquable, qui est un éloquent cri d'alarme, M. Kutler a développé les mêmes conclusions devant le Comité exécutif de la Douma.

A la tête du Ministère du Travail se trouve un sieur Skobelev de la fraction maximaliste. Il n'a ni instruction sérieuse ni connaissance des questions économi-



ques. Il est complètement dans la main des bolcheviks (maximalistes) et l'un de ses premiers actes a été une déclaration de guerre aux capitalistes. Le dernier emprunt dit de la Liberté n'ayant pas réussi, il tint aux capitalistes ce langage: Puisque vous dissimulez vos capitaux et vous refusez à prendre votre part des charges communes, nous vous inscrivons d'office comme souscripteurs à l'emprunt dans une proportion qui sera fixée par décret. L'annonce de cette mesure cause un grand émoi parmi nos compatriotes dont plusieurs ont besoin pour la marche de leurs affaires de la libre disposition de leurs capitaux. Ils s'informent à la Légation pour savoir si comme Suisses ils doivent subir cette contribution forcée à l'impôt. La question est d'autant plus délicate que l'opposition soulevée par la Légation de Russie à Berne à propos de l'emprunt dit «de guerre» n'est pas encore écartée. Nous sommes en effet sans réponse à la dernière note¹ dans laquelle nous avons exposé le point de vue du Conseil fédéral. Nous allons dès maintenant nous mettre en rapport avec les légations des pays neutres pour savoir quelle attitude elles entendent adopter. La réquisition revêt ici également un caractère d'emprunt forcé. Dans certains cas la réquisition est constatée par une quittance avec promesse de remboursement. Dans le cas présent, le correspectif consiste en titres de rentes sur l'Etat. Il n'y a pas de doute que l'emprunt a un caractère militaire en relation intime avec la guerre que soutient le pays. Il semble donc qu'un essai de protestation se justifie de notre part, et je serais heureux de recevoir vos instructions à cet égard.

Le but des meneurs des ouvriers est d'ailleurs visible: ils tendent à ruiner l'industrie privée afin de pouvoir réaliser leur rêve d'exploitation communiste. L'insuccès ne faisant aucun doute pour les plus éclairés d'entre eux, ils franchiront la deuxième étape et demanderont à l'Etat de prendre en mains toute l'exploitation industrielle, en continuant, cela va sans dire, à leur payer les salaires fantastiques qu'ils ont peu à peu arrachés à l'exploitation privée. Dans une récente séance du Comité des Députés des Ouvriers et Soldats, les déléguées des femmes d'ouvriers ont exigé qu'au salaire de leurs hommes on ajoutât 10 roubles par jour pour les femmes, et le Comité a trouvé cette demande tout à fait justifiée; c'est donc en moyenne une somme de 25 roubles que chaque ménage d'ouvrier doit recevoir par jour. Le prix des matières premières augmentant sans cesse et la productivité ayant baissé de 30, 40 et même 50%, on comprend que les industries privées ne puissent tenir. Plusieurs industriels ont, paraît-il, apporté les clefs de leurs usines au Ministre du Travail en se déclarant impuissants à continuer la lutte.

Les usines et fabriques locales ne travaillant pas, rien n'arrivant d'ailleurs de l'étranger, beaucoup de magasins sont fermés, ainsi tous ceux qui vendaient des confections, toutes les confiseries, pâtisseries etc. L'alimentation devient de plus en plus difficile; on ne peut presque plus obtenir de viande, de beurre, de farine, de sucre et seulement en quantités minimales, après des stations interminables sur les trottoirs. On voyait ces jours derniers devant un magasin d'une des rues les plus fréquentées, une foule de 80 à 100 personnes qui n'ayant pu se faire servir de

1. Non retrouvé.

chaussures avant l'heure de fermeture (six heures du soir) ont passé toute la nuit pour ne pas manquer leur tour au moment de la réouverture. Les uns étaient assis sur des bancs improvisés, sur des sacs, des coffres, d'autres simplement couchés sur le trottoir; des soldats tenaient compagnie aux petites bonnes et flirtaient sous des parapluies. L'unique préoccupation de toute la population de cette grande ville se résume en ceci: que mangerons-nous demain? Il est parti beaucoup de gens pour le midi, la Crimée, le Caucase, d'où viennent cependant des nouvelles de grèves et de désordres, pour la Finlande qui regorge de monde; mais cet exode ne paraît pas avoir amélioré le sort de ceux qui sont restés.

Des désordres graves se sont produits à Moscou. Le bureau d'un changeur a été pillé et le patron tué. De divers points de la province on continue à signaler des désordres agraires. L'ensemencement ne se fait pas et les paysans empêchent de travailler. Les trains sont toujours bondés de soldats qui se conduisent en maîtres, font marcher, arrêter les trains, changent leur destination à leur gré. Un grand murmure de plainte s'élève de tout le pays sur le manque d'ordre, de sécurité, de protection.

Les velléités de séparatisme ne cessent pas. On a même annoncé qu'un tsar moscovite Prince Dolgoroukov de la descendance de Burik aurait été proclamé à Moscou. La Sibérie veut se constituer en république indépendante. Cronstadt entend s'administrer lui-même.

Quant à l'état réel de l'armée, c'est difficile de s'en faire une idée générale. Le Ministre de la Guerre Kerenski se multiplie, va sur tous les fronts, exhorte, supplie, se fait applaudir. Il fait même parfois acte de rigueur: un soldat lui ayant été signalé comme particulièrement révolté, il l'a fait sortir du rang et ordonné qu'il soit renvoyé à l'arrière. Le colonel du régiment ayant profité de l'occasion pour signaler au Ministre six hommes qui ne valaient pas mieux et désorganisaient la troupe, Kerenski n'a pas persisté dans sa sévérité et a jugé possible de les conserver. Demi-mesures, velléités timides, mais pas encore la poigne de fer qui seule pourrait faire revivre la discipline.

Le Général en chef Alexéiev a été mis à disposition parce qu'il avait parlé trop carrément d'offensive. Broussilov, qui le remplace a été momentanément appelé à Pétrograd et maintenant l'on ne parle plus de marcher mais de se préparer à marcher.

Les *Nouvelles du Conseil des Ouvriers et Soldats* contiennent un article assez significatif à cet égard: «En ces derniers jours on n'entend qu'une seule parole: offensive. Il semble que l'on ait l'impression que le principal problème de notre Gouvernement Provisoire et du Conseil des Députés des Ouvriers et des Soldats soit le passage de la défensive à l'offensive. Cette impression serait tout à fait erronée. Les offensives ne s'organisent pas par des déclarations, des discours et des résolutions; l'offensive se prépare dans un grand secret et non pas publiquement, aux yeux de tout le monde. Quand on a en vue de passer à l'offensive, on ne se querelle pas et on n'en parle pas. A l'ordre du jour il y a seulement une préparation pour l'offensive. Il est nécessaire de l'organiser pour arrêter le transfert des troupes allemandes sur le front franco-anglais. La perspective d'une offensive est aussi nécessaire pour arrêter la décomposition de notre armée. Elle est nécessaire

566

13 JUIN 1917

pour que, pendant les pourparlers de paix avec l'Allemagne, la Russie puisse parler non pas comme le vaincu parle au vainqueur, mais d'égal à égal.»

On annonce aujourd'hui que le Gouvernement Provisoire a décidé de priver les déserteurs du droit de vote pour les élections à la Constituante. Des élections municipales ont lieu ces jours-ci et des affiches exigeant la paix ont été placardées sur les murs.